

POLÉMIQUE À L'HÔPITAL PSY

Une unité pour malades difficiles va voir le jour fin 2011 à l'hôpital psychiatrique du Rouvray.
Un dossier qui fait débat. p. 2

DÉPAYSEMENT LINGUISTIQUE

Les séjours linguistiques ont la cote auprès des adolescents. Ils sont à retrouver dans le guide des vacances distribué avec ce numéro. p. 3

HISTOIRES DE LUTTES

L'ouvrage de l'institut d'histoires sociales de la CGT revient sur les grandes luttes sociales régionales. p. 12



Le Stéphanois

Saint-Étienne-du-Rouvray



Bimensuel municipal d'informations locales

du 25 mars au 8 avril 2010 - n° 101



Attentions majeures aux mineurs

Pointés du doigt, désignés comme responsables de nombreux maux, les jeunes ont pourtant plus besoin d'éducation, de protection, que de répression. La Ville a pour sa part fait le choix du dialogue avec les jeunes et leurs familles. p. 7 à 10.

L'unité ne fait pas l'unanimité

Quarante patients dangereux seront accueillis dans une unité pour malades difficiles au sein du centre hospitalier du Rouvray. Un dossier qui fait débat.

Attention sujet sensible ! Dans les prochains mois, les travaux de construction d'une UMD, unité pour malades difficiles, vont démarrer dans l'enceinte du centre hospitalier spécialisé du Rouvray. Là même où une récente opération de déminage était organisée. Le projet, d'une emprise de cinq hectares, sera composé d'un bâtiment de plain-pied ceint par un mur de quatre mètres de hauteur. À l'intérieur, quarante hommes, malades, dangereux, se retrouveront enfermés pour quelques mois, quelques années, selon l'évolution de leur santé.

L'UMD n'est pas une prison, il n'y a pas de miradors, pas de « gardiens », mais une seule porte d'entrée « sécurisée ». Les patients accueillis le sont à la demande d'un psychiatre de secteur qui suit déjà la personne dans le cadre d'une hospitalisation d'office. Ce même psychiatre reprend en charge le malade à sa sortie, validée par une commission pluridisciplinaire composée de médecins, magistrat et représentant du préfet. « On sait bien que ce n'est pas en enfermant un malade qu'on résoudra sa situation, précise d'emblée le directeur du CHSR, Jean Vanderheeren. Néan-

moins, l'UMD offrira un cadre plus approprié à l'accueil de ces malades, avec des locaux adaptés, avec deux fois plus de personnels. Ils ne seront plus enfermés pendant des mois entre quatre murs, mais pourront aller et venir à l'intérieur de l'unité plus facilement. »

“ **CES MALADES DANGEREUX SONT DÉJÀ LÀ** ”

Jean-Yves Herment, infirmier CFDT ajoute : « Aujourd'hui, ces malades difficiles nous les accueillons déjà. Faute de structure et de personnel, ils sont confinés pendant des mois dans leur chambre. Pour leur apporter à manger, leur prodiguer des soins, il faut réunir entre quatre et six collègues, autant dire que c'est très compliqué. Ces conditions

d'enfermement ne font qu'aggraver leur état. » Ce que confirme le Dr Isabelle Lefèbvre, présidente de la commission médicale de l'établissement et future responsable de l'UMD, avant d'ajouter : « À l'intérieur de l'UMD, l'emploi du temps des malades est très structuré, la prise en charge est assurée par des ergothérapeutes, des psychomotriciens, en opposition totale avec l'oisiveté à laquelle ils sont contraints dans d'autres services... »

La psychiatre comprend toutefois l'émoi que cette annonce a pu susciter auprès de quelques riverains. « Cela donne une visibilité au fait que nous accueillons de grands malades, qui, à un certain moment de leur existence ne peuvent circuler en liberté. Qu'on le veuille ou non, la psychiatrie assure une part de sécurité publique. » ♦

ON DÉSHABILLE PIERRE POUR HABILLER PAUL...



« D'autres seront en difficulté »

La CGT est la seule à s'opposer au projet d'unité pour malades difficiles. « Comme toujours, Sarkozy a réagi à un fait divers sanglant. Il veut mettre des caméras partout, des bracelets électroniques et enfermer les gens, déplorent Agnès Poupel et Barbara Grésil, deux infirmières syndicalistes. On fait le choix de l'exclusion, de l'enfermement. Parallèlement on coupe dans les budgets de l'hôpital depuis des années, on ferme des hôpitaux de jour, des centres médico-psychologiques. On a supprimé la formation spécifique pour les infirmiers psychiatriques, on manque de psychiatres... Alors quand, on nous annonce une unité, particulièrement bien dotée en personnel, avec des activités proposées aux malades, nous ne sommes pas dupes : le personnel, les crédits, pour faire tourner l'UMD seront pris ailleurs et ce sont donc d'autres services qui vont être mis encore plus en difficulté. D'autres malades moins bien pris en charge. »

Quatre nouvelles structures

Depuis des décennies, la France disposait de quatre unités pour malades difficiles. En 2008, une cinquième a ouvert en Bretagne. Ce qui a porté à 200 le nombre de places existantes. Au lendemain d'un fait divers sordide, le président de la République annonçait la création de quatre nouvelles UMD. Pour cela, une enveloppe de 40 millions d'euros a été débloquée dans le cadre du plan de relance gouvernemental et un appel à candidature lancé. C'est dans ce contexte que l'hôpital du Rouvray a déposé un dossier. La direction prévoit d'ouvrir l'UMD en novembre 2011. Environ 85 personnes, volontaires, y travailleront.



Vacances

Les langues se délient

Les vacances d'été se préparent, le service enfance a déjà affiné son offre de séjours estivaux. Parmi les nouveautés, les séjours linguistiques rencontrent un succès croissant.

Les lecteurs du *Stéphanois* trouveront avec ce numéro le guide des vacances d'été. Parmi tous les séjours choisis pour offrir aux enfants et aux adolescents des vacances actives et inoubliables, le service municipal de l'enfance propose des séjours linguistiques. Apprendre l'anglais pendant l'été ? Ce n'est plus des vacances ! Pourtant, la formule a du succès : il y a 2 ans, la Ville proposait un séjour pour les 12/14 ans, l'an dernier il y en avait deux, en Angleterre et à Malte. Cette année, un troisième est prévu à Malte pour les 15/17 ans. « C'est une

demande des familles, explique Jean-Baptiste Morel, en charge des vacances au service enfance, les jeunes qui étaient déjà partis souhaitaient continuer après 15 ans. Cela reste des vacances, avec des visites et du sport ; le cumul loisirs et apprentissage est un plus. »

L'inscription d'une langue vivante au programme de l'école primaire pousse peut-être les parents à s'y intéresser. « Ces vacances sont de plus en plus demandées, confirme Frédéric Thuillez, un des responsables de NSTL, partenaire de la Ville pour ces séjours. Cela a un côté "vacan-

ces internationales". Les enfants sont toute la journée avec des professeurs ou des animateurs anglais et ils rencontrent d'autres jeunes venus d'Italie ou d'Espagne. L'apprentissage est ludique, ce ne sont pas des cours où on prend des notes, mais ce sont des vacances studieuses, organisées dans des universités, avec une remise de diplôme à la fin. »

Les voyageurs peuvent aussi partir à plusieurs. « C'est parfois difficile mais nous essayons toujours de laisser ensemble sur le même séjour les copains, copines qui le souhaitent », précise Jean-Baptiste Morel. ♦

À noter

Toute l'offre de vacances de la Ville sera présentée au forum du Café des parents le 26 mars au centre socioculturel Jean-Prévost (place Jean-Prévost). Les animateurs répondront à toutes les questions des parents de 14 à 20 heures.

- Tous les détails dans le guide distribué avec ce numéro.

Jobs d'été

Les jobs d'été ont leur salon, le 2 avril de 10 à 18 heures à la Halle aux toiles à Rouen, organisé par le Centre régional information jeunesse (Crij) et Pôle emploi. Les jeunes de plus de 18 ans y trouveront des pistes pour se faire un petit pécule pendant les vacances. Ils auront aussi accès à des informations sur le droit du travail. De son côté, la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray propose aux jeunes de 18/25 ans une vingtaine de postes en travaux d'été ou chantiers de proximité, pour une première expérience du monde du travail.

- Se renseigner à la Mief, 3 rue du Jura.

À mon avis

L'ancrage à gauche



Les élections régionales ont été marquées par un taux d'abstention record et une très large défaite de la droite présidentielle.

Saint-Étienne du Rouvray a confirmé son ancrage à gauche lors de ces élections et a très largement sanctionné la politique de destruction et d'asphyxie, impitoyable pour la population, menée par le gouvernement actuel au profit des plus privilégiés.

Ces résultats vont donner de la force à la gauche combative, à vos élus et à tous ceux qui luttent contre la politique « sarkozyste ».

Ils seront un point d'appui pour que notre Région mène une politique donnant la priorité à la défense de nos industries, au développement économique et à l'emploi, à la défense de nos territoires et des services publics.

Ils nous invitent également à placer la question des retraites au cœur des résistances et des mobilisations sociales à amplifier dans les semaines et les mois à venir, pour mettre en échec, les pseudo-réformes que le gouvernement avait repoussées après les élections. C'est ainsi que nous redonnerons espoir à tous ceux qui souhaitent un changement profond de notre société.

Hubert Wulfranc, maire, conseiller général

Nouvelle direction au jumelage

Jacques Dutheil est le nouveau président du comité de jumelage. Il succède à Armand Torremocha. La dernière assemblée générale du comité, a également désigné Évelyne Richard comme vice-présidente. Le secrétariat est assuré par Nathalie Viot avec, en adjoint, Bernard Gigodot. Janine Lebert est la trésorière et Christine Tanquerel est trésorière adjointe. Parmi ses activités de l'année, le comité de jumelage a prévu de participer à Yes or Notes et à Aire de fête. Il compte aussi profiter du festival Normandie impressionniste pour faire connaître la ville et la région aux villes sœurs

d'Ukraine, de Grande-Bretagne et d'Allemagne. Jacques Dutheil souhaite également accueillir des délégations féminines cette année « et organiser des rencontres pour marquer le 100^e anniversaire de la journée internationale des femmes ». Tout au long de l'année, le comité de jumelage assure aussi des cours hebdomadaires d'allemand, d'anglais et d'espagnol, pour les adultes ; et pour les collégiens, de l'allemand et de l'anglais en soutien scolaire. ♦

- Contacts : 02 35 65 30 32 ou jacques.dutheil@orange.fr

Les dames lèvent le rideau de fer

Cinq femmes ont ouvert ou repris un commerce dans le centre-ville. Elles croient dur comme fer qu'un commerce dynamique et de qualité y a toute sa place.



Pascaline Lebre, Caroline Panadero, Héroïse Pignot, Armelle Filoche et Sandrine Escorriga (absente) se sont lancées récemment dans le commerce.

Elles sont jeunes et ont pour point commun d'être déterminées. Par opportunité ou par choix, elles ont mûri le projet de « s'installer » dans le centre-ville. Leurs parcours professionnels sont différents, mais toutes ont la conviction qu'il n'est pas déraisonnable de se lancer dans l'aventure du commerce de proximité. « C'est vrai que l'ambiance générale pourrait plomber le moral de ceux qui ont envie d'aller de l'avant, assure Caroline Panadero, à la tête de la boutique de vêtements Mounès, rue Gambetta. En tant que Stéphanaise, je savais qu'il y avait un créneau pour une enseigne de vêtements tendances à prix raisonnables. La Stéphanaise est comme tout le monde, elle a envie d'être belle et de se faire plaisir. » Même s'il lui a fallu deux ans pour concrétiser son projet, la commerçante n'a jamais baissé les bras et souhaite créer une « dynamique ». De l'autre

côté de la rue, Pascaline Lebre, avec sa Presse Gambetta est arrivée en juillet dernier par hasard dans la ville, après des études de communication. « J'ai eu un bon feeling et même si la rue a besoin d'être redynamisée, il y a un vrai potentiel. Le métier est difficile, il ne faut pas compter les heures, mais je suis globalement satisfaite de ma situation, c'est très formateur. » Autre nouvelle venue, Héroïse Pignot à la tête du salon de coiffure So Chic rue Lazare-Carnot. « Je cherchais à m'installer rive gauche et je suis ravie d'être ici. Passer du statut de salariée à celui de chef d'entreprise n'est pas de tout repos, mais c'est très agréable. » Et si la demoiselle a démarré seule, elle a très vite embauché une employée avec laquelle elle travaillait auparavant et réfléchit même à étoffer encore l'équipe. « La clientèle est large et diversifiée. Il y a une bonne mentalité et un esprit villageois qui est très

agréable. » En face, un autre salon de coiffure, Coif'express, a également vu le jour, dirigé par Sandrine Escorriga.

En ouvrant son salon de toilettage canin, Armelle Filoche a donné un nouveau cap à sa vie. Après dix-sept ans d'usine, la Stéphanaise est partie dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi. Son chèque en poche, elle y a vu l'opportunité de réaliser un rêve. Après une formation et accompagnée par la cellule de reclassement de l'usine, elle a franchi toutes les étapes. « Je voulais être dans le centre et ouvrir un salon moderne. Je suis la seule sur mon créneau. Cela démarre bien, il faut maintenant que je réussisse à fidéliser ma clientèle. » Et c'est bien le pari que devront relever ces nouvelles commerçantes : réussir à passer le cap fatidique des trois premières années, les plus difficiles lorsqu'on démarre une activité. ♦

Régionales 2010



1 ^{er} tour	Ville		Région	
	Résultats	Nbre de voix	%	Nbre de voix
La gauche combative, Sébastien Jumel, Front de gauche	1841	26,38	47 959	8,39
Debout la Normandie, Brigitte Brière	76	1,09	10 237	1,79
Tout changer, rien lâcher!, Christine Poupin	301	4,31	14 633	2,56
Alliance pour la Normandie, Bernard Frau	63	0,90	6 487	1,13
Front national les Français d'abord, Nicolas Bay	772	11,06	67 419	11,79
À gauche avec Alain Le Vern : j'aime ma région	2 442	35,00	199 345	34,87
Lutte ouvrière, Gisèle Lapeyre	83	1,19	5 686	0,99
Haute-Normandie démocrate, Danielle Jeanne	118	1,69	16 460	2,88
Europe écologie Haute-Normandie, Claude Taleb	437	6,26	52 164	9,12
Pour une nouvelle Normandie, Bruno Le Maire	766	10,98	142 927	25
Pour notre Normandie... Carl Lang, Le parti de la France.	79	1,13	8 363	1,46
Participation	Nombre	%	Nombre	%
Nbre inscrits	16 226		1 278 914	
Nbre votants	7 204	44,40	593 103	46,38
Exprimés	6 978	96,86	571 680	96,39
Blancs et nuls	226	3,14	21 423	1,68
Abstention	9 022	55,60	685 811	53,62

2 nd tour	Ville		Région		Nbre de sièges
	Résultats	Nombre de voix	%	Nombre de voix	
Front national les Français d'abord, Nicolas Bay	1 067	14,01	89 332	14,20	6
À gauche avec Alain Le Vern : j'aime ma région	5 414	71,08	346 633	55,10	37
Pour une nouvelle Normandie, Bruno Le Maire	1 136	14,91	193 126	30,70	12
Participation	Nombre	%	Nombre	%	
Nbre inscrits	16 226		1 279 418		
Nbre votants	7 872	48,52	652 464	51	
Exprimés	7 617	96,76	629 091	96,42	
Blancs et nuls	255	3,24	23 373	1,83	
Abstention	8 354	51,48	626 954	49	

Résultats stéphanois bureau par bureau à retrouver sur le site de la ville : saintetiennedouvravy.fr

Au côté des aidants

La prise en charge d'une personne âgée dépendante ou d'un malade à domicile repose souvent sur la famille. Afin d'échanger et se renseigner, une rencontre est proposée aux aidants, le 2 avril.



Si Lucien Dantan s'occupe volontiers de son épouse, il apprécie aussi de pouvoir souffler un peu de temps en temps.

Depuis trois ans, Lucien Dantan s'occupe de sa femme jour et nuit. « *L'un au secours de l'autre, c'est normal, cela aurait pu être elle* », dit-il simplement. Depuis un an, l'assistance d'une aide ménagère et d'une aide

à la toilette lui permet de souffler un peu, il trouve le temps de sortir faire son tiercé. « *Et j'ai deux heures pour moi le vendredi à la piscine. À la Ville, ils m'ont bien dit, il faut sortir!* » Pour Lucien, l'accueil de jour qui ouvrira en 2011 au sein de

l'Éhpad, l'établissement pour personnes âgées dépendantes, sera bien utile.

L'attention que portent la Ville et le Centre local d'information et de coordination (Clic) aux personnes âgées vise aussi les familles qui les soutiennent. La coordinatrice, Fabienne Martin, est catégorique : « *Il n'y a pas de maintien à domicile durable si la famille n'est pas impliquée, les aidants professionnels ne suffisent pas.* » Mais la charge est lourde à porter. Ces aidants familiaux, époux ou épouse, enfants, risquent l'épuisement face aux besoins.

Pour éviter d'en arriver là, le Clic propose une conférence vendredi 2 avril à leur intention pour discuter des difficultés rencontrées et présenter les aides possibles. Les aidants familiaux pourront discuter avec le Dr Marie Bérard, gériatre, et avec les assistantes sociales de la CPAM et du

Clic. « *Les familles ont besoin de parler de ce qu'elles vivent, de ne pas se sentir seules face au problème*, souligne Fabienne Martin. *Elles ont aussi droit au repos. Des accueils temporaires sont possibles mais cela se prépare. Il faut éviter les situations d'urgence, quand l'aidant craque et que la personne dépendante se retrouve aux urgences du CHU.* » Par ailleurs, le Clic propose un groupe de discussion régulier pour aborder toutes les questions que peuvent se poser les familles face à la dépendance de leurs proches. La coordinatrice se déplace aussi à domicile, vous pouvez la contacter au 02 35 65 37 95. ♦

■ CONFÉRENCE

• **Vendredi 2 avril à 14 heures** à l'espace Georges-Déziré, salle Raymond-Devos, 271 rue de Paris. Entrée libre.

Contrôle Technique Automobile

AUTO SÉCURITÉ

-5€ sur présentation de cette pub

« Coupons non cumulables »

<p>Contrôle Technique du Madrillet Rue des Cateliers SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY ☎ 02 32 95 63 61</p>	<p>Contrôle Technique du Normandie 5, bd Industriel SOTTEVILLE-LES-ROUEN ☎ 02 35 73 59 59</p>
---	--

S.A.R.L. entreprise qualifiée :

CRIVELLI Daniel

Couverture Zinguerie Ramonage Isolation Aménagement des combles Tubage de cheminée Installation Conseil Velux

M. CRIVELLI : 06 60 53 80 77
M. COTHIN : 06 72 84 05 85

Bureau : 8h/12h 13h30/16h30

Z.I. du Madrillet - rue de la Boulaie
76800 St Etienne du Rouvray
Tél. : 02 35 66 28 78 - Fax : 02 35 66 37 58
www.crivelli-sarl.com - sarl.crivelli@free.fr

Salon Michèle Marc
HOMME - FEMME

Toute l'équipe Michèle Marc : Aurélie, Delphine, Michèle, Sylvie et Philippe.

Rendez-vous en tête à tête !
Rêve d'un jour...
Venez partager vos idées avec votre coiffeur

Ouvert du lundi au samedi
13 place de Verdun - 76300 Sotteville-les-Rouen - Tél. : 02 35 63 58 10

Util'Emploi
Partage, Compétence, Service

met à votre disposition la main d'œuvre dont vous avez besoin...

Association agréée par l'État depuis 20 ans
Service à la personne (réduction d'impôts) :
Ménage, Jardinage, Repassage, Petits travaux de bricolage, etc.

Entreprise - Collectivité - Association :
Entretien de locaux, Manutention, etc.

02 35 62 92 73
CESU pré-défini accepté

OPTIQUE DU ROUVRAY

du CHOIX, des PRIX des services

Ouvert du mardi matin au samedi 17h - (Face à l'Hôtel de Ville)
30, rue Lazare Carnot - Saint Etienne du Rouvray
Tél. : 02 32 91 23 52

RENDEZ-VOUS

Permanences des impôts

En raison du lundi de Pâques, le 5 avril, la permanence des impôts en mairie est reportée au lendemain, **mardi 6, de 14 à 16 heures**, salle des permanences.

Don du sang

L'Établissement français du sang organise une collecte de sang **mercredi 7 avril de 15 h 30 à 19 heures**, place de l'église.

Permanence handicap

L'Association des paralysés de France (APF) tient une permanence **jeudi 8 avril de 14 à 16 heures** au centre Georges-Déziré, 271 rue de Paris. Renseignements au 02 35 73 25 01.

Collectif solidarité

Prochaines permanences du collectif solidarité **mercredi 31 mars de 18 à 19 heures**, au centre Jean-Prévoist (place Jean-Prévoist), et **mardi 20 avril** à l'espace associatif des Vaillons (267 rue de Paris). En cas d'urgence, il est possible de téléphoner entre deux permanences au 06 33 46 78 02, collectifantiracistes@orange.fr

Foire à tout

L'Union des commerçants et artisans du centre organise une foire à tout **dimanche 11 avril**, rue Léon-Gambetta et alentours. Renseignements au 06 88 43 50 19 ou 06 21 79 05 32.

La forêt commentée à VTT

La Maison des forêts propose une balade commentée à VTT gratuite, **dimanche 28 mars de 10 à 12 heures**. Apportez votre VTT et son matériel de sécurité (âge minimum : 12 ans). Réservation conseillée au 02 35 52 93 20 (20 personnes maximum). Rendez-vous à la Maison des forêts, chemin des Cateliers.

État civil

MARIAGES Jaloul Laouini et Cathy Monnier, Ibrahim Adele et Mandy Vermeersch, Franck Zaida et Marie-Hélène Vieira De Carvalho, Youssef Allaoui et Hafida Ghzili.

NAISSANCES Alix Audéoud, Kylian Bénard, Syndelle Delame, Lisandro De Neiva, Antoine Grimal, Lucas Guillot Lefevre, Quentin Hénaff, Enzo Jourdain, Maéline Lefebvre, Amaia Martin Munoz, Samba Nthio, Constance Pégard, Elsa Thomas--Collange.

DÉCÈS Gilbert Barrault, Simonne Lecomte, Laaziz Kedim, Ange Perez, Marguerite Follain, Pascal Lafdel, Dan Amaranthe, Micheline Perrier, Del Patrick Thomas, Thérèse Levasseur, Nathalie Roussel, Josiane Letanneur, Simone Gernigon, Christiane Levêque.

Fête de l'œuf

Le Comité des quartiers du centre propose une chasse aux œufs dans le parc Henri-Barbusse, samedi 10 avril à 14 heures. Rendez-vous au kiosque en venant avec des œufs décorés un quart d'heure avant ; les plus beaux œufs seront récompensés. Renseignements : Nadine Delacroix 06 63 06 06 39. ♦

Collecte alimentaire

Les bénévoles de la Banque alimentaire collecteront aux portes des grandes et moyennes surfaces les 26, 27 et 28 mars, des denrées non périssables. Votre générosité permettra aux associations caritatives de poursuivre leurs actions de lutte contre l'exclusion.

S'informer sur la pollution intérieure

La CSF organise une exposition consacrée aux dangers de la pollution intérieure, notamment des logements, du 7 au 15 avril, avec des animations autour de la fabrication de produits d'entretiens « bio » jeudi 8 avril à 17 h 30 et mardi 13 avril à 16 heures. Immeuble Cave Antonin, avenue du Bic Auber (face à la piscine, au-dessus de la PMI).

Sortir de l'alcool

Prochaine permanence de l'association Vie-Libre : vendredi 2 avril de 18 h 30 à 20 heures, au centre Georges-Déziré, (271 rue de Paris). Contacts : Jean-Pierre au 02 35 62 05 80 ou Jean-Paul au 06 43 36 19 21. ♦

Journée portes ouvertes

L'association Tout sur le handicap (TSH) vous convie à une journée porte ouverte samedi 10 avril de 13 h 30 à 17 h 30 au local collectif du Bic Auber afin d'échanger. En projets : écriture de textes de chansons, création d'un journal et mise en place d'une radio. Renseignements : Tristan Béard, au 06 59 35 22 89. Local Bic Auber, rue Elisée-Reclus. www.toutsurlehandicap.free.fr

Activités familles

Un nouveau cycle d'actions famille s'ouvre avec le centre socioculturel Georges-Déziré sur le thème « ouvrons nos jardins ». Créations de tabliers et chapeaux les jeudi 8 et vendredi 9 avril de 14 à 16 heures. Créations d'épouvantails mercredis 5, 12 et 19 mai de 16 à 18 heures. Créations de miniserres mercredi 19 et samedi 22 mai de 9 h 30 à 12 heures. Animations gratuites pour enfants et adultes, renseignements au 02 35 02 76 90. ♦

Le Stéphanois

JOURNAL MUNICIPAL D'INFORMATIONS LOCALES

Directeur de la publication : Jérôme Gosselin.
Directeur de la communication : Bruno Lafosse.
Réalisation : service municipal d'information et de communication
Tél. : 02 32 95 83 83 - serviceinformation@ser76.com
BP 458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray CEDEX.
Conception : Frédéric Capouillez/service communication.
Mise en page : Aurélie Mailly.
Infographie : Émilie Guérard.
Dessins : Mric/Iconovox, Christophe Billard/Toscane.
Rédaction : Nicole Ledroit, Sandrine Gossent, Francine Varin, Isabelle Friedmann.
Photographes : Marie-Hélène Labat, Jérôme Lallier.
Distribution : Claude Allain.
Tirage : 15 000 exemplaires. Imprimerie : ETC, 02 35 95 06 00.
Publicité : Médias & publicité, 01 49 46 29 46.

Comme des reines



Le centre Georges-Brassens se penche du 29 mars au 19 avril prochain sur le monde des abeilles avec une exposition ponctuée par des animations. Des apiculteurs locaux et le Civam apicole de Normandie viendront expliquer la vie de ces petites bêtes, vigies de la qualité de notre environnement. Le 31 mars au matin le centre offre à tous ses visiteurs un petit-déjeuner à base des produits de la ruche. Le 15 avril, visite d'une « miellerie » et d'un rucher-école à Duclair. Centre social Georges-Brassens, 2 rue Georges-Brassens, 02 35 64 06 25. ♦

PRATIQUE

Collectes des déchets

Les collectes des ordures ménagères des **lundi 5 et jeudi 8 avril** sont reportées aux lendemains. Les déchets recyclables seront enlevés **jeudi 8 avril** et les déchets végétaux **samedi 10 avril**. Le guide 2010 des déchets doit être distribué par la Crea courant mars.

Les parcs aux heures d'été

Horaires d'ouverture des espaces verts : parc de l'Orée du Rouvray **de 8 h 30 à 20 heures** ; parc Henri-Barbusse **de 8 à 19 heures**, le dimanche en juillet/août **jusqu'à 19 h 30** ; parc Gracchus-Babeuf **de 7 h 45 à 20 h 30** ; square Pauline-Léon **de 8 à 18 heures**, jusqu'au 31 octobre.

Aide pour le Bafa

Le Département propose un soutien aux jeunes souhaitant s'impliquer dans l'animation, sous forme d'une aide forfaitaire de 200 €. Les jeunes de 17 à 25 ans domiciliés en Seine-Maritime peuvent en bénéficier selon certains critères. Renseignements au 02 35 15 69 30.

Mineurs sur écoute



Depuis la loi du 5 mars 2007, les maires ont été placés au cœur du nouveau dispositif de prévention de la délinquance. De nouvelles instances sont nées, animées par les communes. Quand certaines s'en servent pour renforcer la répression, d'autres misent sur le dialogue et l'échange avec les jeunes et leurs familles. C'est le cas à Saint-Étienne-du-Rouvray.

Trop agitée ou trop inactive, traînant dans les rues, vivant en bande, bruyante, irrespectueuse, la jeunesse serait-elle dangereuse? Ou est-elle, au contraire, en danger dans un monde en crise, sans perspective? À Saint-Étienne-du-Rouvray, comme ailleurs, la question se pose notamment quand des jeunes

investissent l'espace public : trottoirs, placettes... Dès lors, quelle position adopter face un public qui a toujours été complexe?

« *Nous ne considérons pas les jeunes comme une classe dangereuse, mais comme des individus en construction identitaire et sociale.* » C'est à partir de cette vision politique, formulée par Joachim Moyses,

premier adjoint au maire, que la Ville s'est dotée d'outils pour renouer le dialogue avec les mineurs menacés de rupture, leur proposer des activités et des lieux de rencontre, et prévenir les comportements délinquants.

C'est ainsi que se réunit, trois à quatre fois par an, le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance. « *Le CLSPD est l'organe décisionnel des actions de prévention menées dans la commune*, note Pierre Coquelet, responsable du département prévention de la ville. *C'est non seulement le maire qui le préside, mais c'est aussi lui qui décide si on est répressif ou éducatif. En sachant qu'à Saint-Étienne, la dimension éducative est clairement affirmée.* » Autour de la table du CLSPD, la grande diversité des intervenants (commissaire de police, protection judiciaire de la jeunesse, préfecture, police municipale, Éducation nationale, association de prévention spécialisée, travailleurs sociaux...) permet des échanges d'expériences et des pistes de réflexion. Lors d'un récent CLSPD de début d'année, la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) a proposé aux associations locales de préparer, ensemble, le retour des jeunes dans leur quartier après une période de placement. C'est aussi un principal de collègue qui demande à la police nationale d'intervenir en classe de 4^e et de 3^e pour un rappel au droit. En organisant ces rendez-vous, la Ville joue un rôle central dans la construction et l'animation du réseau.

La mise en place d'un conseil pour le droit et les devoirs des familles fait aussi partie des dispositifs nés de la loi de 2007. « *Le CDDF a pour ambition de donner la primauté à la prévention sur la répression*, précise Joachim Moysse. *Nous y convoquons des jeunes et leurs familles, lorsque de premières dérives ont été constatées.* » Absentéisme scolaire, incivilités, comportements violents, certains indicateurs agissent comme des clignotants pour repérer des jeunes en danger. Solennelle, la convocation en CDDF permet à l' élu, en présence des parents, de représentants du Conseil général, de la Ville et de l'Éducation nationale, de « rap-



peler les règles de base de la vie en société » et d'évoquer, avec les familles, « *les solutions d'accompagnement possible* ». « *Il s'agit le plus souvent des aides éducatives à domicile du Conseil général*, précise Pierre Coquelet, *ou de permettre à des gamins de partir en séjour de rupture pour sortir de leur cadre quotidien.* »

La prévention par l'éducation

Autre outil de prévention, les cellules de veille, qui se réunissent 5 à 6 fois par an, ne fonctionnent pas sur convocation, mais avec l'accord des familles : là encore, on propose aux jeunes en menace de rupture les aides du Conseil général, mais il peut aussi s'agir d'aménager son emploi du temps scolaire du jeune. « *Il ne faut pas qu'il soit uniquement dans un système scolaire*, explique Pierre Coquelet, *mais qu'il puisse trouver, à l'occasion de stages, des*

endroits de réussite qui lui redonnent confiance. »

Enfin, des actions collectives de prévention sont aussi mises en place, dans les collèges notamment avec des expositions, des séances de théâtre forum pour aborder de façon large les conduites à risque. À tous les niveaux, la Ville entend assurer la prévention par l'éducation.

Ses partenaires reconnaissent d'ailleurs le bien fondé de cette posture. « *Ici on est dans une situation idéale, avec une municipalité dont l'idéologie n'est pas le tout sécuritaire* », se félicite Ghyslaine Morrow, directrice de l'Aspic, association stéphanaise de prévention. « *Dans une ville populaire, avec une délinquance des mineurs plus importante, l'entrée que la mairie développe est intéressante*, reconnaît de son côté Xavier Mauratille, directeur départemental de la PJJ. Elle essaie de comprendre et de se donner des moyens. » « *Je crois que la Ville a vraiment le souci d'aider les enfants, en considérant qu'un mineur délinquant, c'est avant tout un enfant en souffrance* », » sou-

ligne, enfin, Mireille Leclerc, du Conseil général.

Cela suppose de privilégier une qualité d'écoute et une approche globale des problèmes rencontrés par les familles. « *Face à une situation préoccupante, c'est important d'avoir une intensité d'écoute qui prenne en compte les personnes et les familles dans toutes leurs dimensions, culturelles, religieuses... mais aussi l'histoire de la famille, ses problèmes de santé* », confirme Hélène Espinos. Pour cette assistante sociale au centre médico-social du Bic Auber, implantée à Saint-Étienne-du-Rouvray depuis vingt-neuf ans, « *on reste sur des images de jeunes qui font peur, sur des stéréotypes et on se coupe d'une classe d'âge qu'on considère dangereuse* ».

Alors qu'il faut, avant tout, renouer le dialogue avec une jeunesse en souffrance, qui a besoin d'aide pour se construire et s'épanouir. Seule, la Ville n'y parviendra pas, même si elle mène sur son territoire une politique d'accès aux loisirs, à la culture et au sport pour tous. ♦

Jeunes dangereux ou en danger ?

Rendus en grande partie responsables du sentiment d'insécurité, les jeunes ont davantage besoin de protection et d'éducation que de répression. Mais alors que les discours et lois se durcissent, les moyens de la prévention diminuent.

Peut-on essayer de comprendre et d'aider la jeunesse ou doit-on se résigner à la craindre ? Comment aborder les questions de la délinquance ? Ces questions se posent d'autant plus aujourd'hui qu'un code de la justice pénale des mineurs pourrait remplacer l'ordonnance de 1945 (voir p. 10). Cette perspective suscite beaucoup d'interrogations et pose la question du regard que porte notre société sur ses jeunes.

Certes, la délinquance juvénile existe, comme en témoignent les statistiques sur les vols, les dégradations, les bagarres... mais selon la Ligue des droits de l'homme, 98,7 % de la délinquance des mineurs n'est pas constituée d'actes graves. Quelle est alors la réponse à apporter ?

Les professionnels qui sont sur le terrain insistent sur la nécessité de donner la priorité à l'éducation sur la répression. « Face à ceux qui décrivent les jeunes comme des dangers, notre parti pris est de les considérer comme l'avenir, prévient Guylaine Morrow, directrice de l'Aspic. Nous voulons trouver avec eux les moyens de leur redonner espoir, travailler sur le plein et non sur

le creux, en repérant les potentiels de chacun. » La démarche suppose d'aller à la rencontre des habitants et de développer des projets sur le long terme. Or, « aujourd'hui, regrette Guylaine Morrow, il y a une demande de résultats immédiats et nous ne pouvons continuer à travailler qu'à condition de ne pas nous laisser impressionner ».

Un exemple : quand un bailleur social demande à l'Aspic d'envoyer des éducateurs pour faire la leçon à des jeunes qui dégradent les halls d'entrée, Ghyslaine Morrow propose plutôt la mise en place de chantiers éducatifs pour associer les jeunes à la réfection de leur environnement.

« **Comprendre pourquoi un enfant déraile** »

Cette approche qualitative, plus coûteuse mais efficace, est la marque de fabrique de la prévention spécialisée. Subventionnée par le Conseil général, l'Aspic mène dans les quartiers, depuis trente-cinq ans, une action complémentaire de celle des équipes départementales de l'aide sociale à l'enfance, qui ont, elles aussi, « pour mission première de tenter la prévention, à tout

prix », insiste Mireille Leclerc du Département de la Seine-Maritime. La loi de mars 2007, réformant la protection de l'enfance – adoptée en même temps que la loi de répression de la délinquance – insiste sur cette mission. « Quand un enfant déraile, on a la volonté d'aller voir derrière pour comprendre ce qui est à l'origine des premiers actes de délinquance, explique Mireille Leclerc. Je mise à fond sur les mesures éducatives, en amont du judiciaire, même si ça peut être nécessaire qu'un gamin soit face à l'autorité du juge. »

Quand cela ne peut être évité, « les mineurs sont pris en charge par la



Une législation qui se durcit

- Depuis le 9 février, l'Assemblée nationale examine le « projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure » (Loppsi), qui autorise, notamment, les préfets à décréter **les couvre-feux** contre les mineurs de moins de 13 ans, qu'ils soient repérés comme délinquants ou non.

- Un code de la justice pénale des mineurs pourrait remplacer **l'ordonnance du 2 février 1945**, qui garantit depuis soixante-cinq ans la spécificité de la justice des enfants. Réformée plus de trente fois, cette ordonnance garantit toujours la primauté de l'éducation sur la répression, la différenciation des peines entre majeurs et mineurs et la spécialisation des juridictions pour les enfants. Sa possible disparition suscite la mobilisation des professionnels de la justice des mineurs.



protection judiciaire de la jeunesse, explique Xavier Mauratille, directeur départemental de la PJJ. *Ils nous sont confiés par les magistrats pour enfants ou par le parquet des mineurs, pour des infractions pénales. Le fait que ce soit au pénal nous permet d'entrer dans les familles. Mais une fois que la porte est franchie, il faut une entente avec le jeune pour qu'il ait envie d'évoluer, il faut une relation de confiance pour que l'action éducative soit crédi-*

ble ». À Saint-Étienne-du-Rouvray, une cinquantaine de jeunes sont suivis par la PJJ et font l'objet de sanctions graduées, de la réparation au placement en centre fermé. S'agit-il pour autant de jeunes dangereux et irrécupérables ? Faut-il durcir les lois à leur égard ? « *Pour une grande partie d'entre eux, l'intervention pénale porte ses fruits* », note Xavier Mauratille, qui considère lui aussi qu'il s'agit de « *mineurs en situation de danger, qu'il*

faut prendre dans leur complexité, sans ignorer, cependant, la décision pénale ».

Depuis les lois de 2007, la PJJ ne s'occupe plus que des jeunes qui lui sont confiés par la justice, les conseils généraux assurant, quant à eux, la protection. Cette séparation des tâches pose la question des moyens, quand on sait que les départements connaissent de grandes difficultés financières. ♦

INTERVIEW

« On cherche à faire peur »

Jean-Pierre Rosenczveig,
président du tribunal pour enfants de Bobigny.

Le Parlement examine une nouvelle loi sur la sécurité. Est-elle nécessaire ?

J-P. R. : Il n'y a pas d'actualité à voter cette loi aujourd'hui plus qu'hier. Ceux qui nous gouvernent sont convaincus qu'il y a un laxisme général, que l'insécurité dans la rue est un problème majeur auquel il faut s'attaquer et qu'on ne peut s'y attaquer que par la répression. Depuis 2002, toutes les lois ont accentué le caractère répressif des textes et cherché à estomper l'originalité du droit pénal des mineurs. Le gouvernement ne croit pas en la prévention sociale et il pense que les mineurs, les enfants, sont à l'origine de l'insécurité.

Quelle est justement la réalité de la délinquance des mineurs ?

J-P. R. : L'honnêteté est de dire qu'il y a eu une augmentation de la part des moins de 18 ans dans la délinquance globale : de 14,5 %, dans les années 1970, elle est montée à 20,5 % en 1999 et, depuis, on est redescendu à 17 %. Si on ne peut

pas nier que, dans certains endroits, 50 à 70 % des personnes mises en cause ont moins de 18 ans et que la délinquance des jeunes existe bien, c'est toutefois un phénomène qui est moins étendu qu'on ne le dit.

Face à cette délinquance, la justice est-elle défailante ?

J-P. R. : La justice supporte des critiques qui ont été vraies mais qui sont aujourd'hui injustes et datées. On nous dit que la justice classe beaucoup, or aujourd'hui le taux de classement – c'est-à-dire de non-poursuite par le procureur – est de 10 %, sachant qu'il est de 15 % pour les majeurs. On dit aussi que la justice est lente, mais ce n'est plus le cas, notamment avec la mise en place de nouvelles procédures. Enfin, on dit que la justice est laxiste, or les chiffres ne confirment pas cette affirmation. Le problème, c'est qu'on attend de la justice qu'elle éradique la délinquance, comme si on demandait aux médecins d'éradiquer la maladie. Le procès fait à la justice est redondant et suranné. Il est aussi instrumentalisé pour faire passer d'autres idées.

Celles qui inspirent les nouvelles dispositions législatives ?

J-P. R. : Ceux qui nous gouvernent sont persuadés qu'on est responsable de ce qu'on fait, même les enfants, et qu'il n'y a pas d'autre réponse que de punir. Ils ne cherchent pas à faire évoluer le délinquant, mais simplement à lui faire peur. Aujourd'hui, on est plus dans la menace et dans la coercition que dans l'action éducative. Ce n'est pas comme ça qu'on sera plus performant. Ni en luttant seulement contre la récidive, sans lutter contre la primo délinquance. Résultat, cette nouvelle législation ne sera pas plus performante. Est-ce qu'elle est porteuse d'effets pervers ? Quand je vois que désormais les moins de 13 ans vont relever des maires ou des intercommunalités, je me dis que l'État démissionne et que la qualité de la justice va dépendre de la plaque apposée à l'entrée d'une ville. C'est donc un démantèlement de la République. On démantèle ce qui fonctionne bien avec des critiques sur la justice qui ne correspondent pas à la réalité. On promet un dispositif plus dangereux que ce qu'on critique.

Élus communistes et républicains

Les résultats nationaux des élections régionales constituent un lourd coup de semonce pour la droite qui jusqu'à présent faisait preuve d'une particulière arrogance à l'égard du monde du travail. Dans ce contexte, le score du Front de gauche, notamment dans notre région et dans notre ville, démontre l'exigence croissante des habitants à l'égard de la gauche toute entière. En effet, la gauche doit montrer qu'elle porte des propositions justes et efficaces qui répondent aux enjeux sociaux, énergétiques et écologiques, sur l'emploi, les salaires et le travail. Elle se doit de mobiliser autour de solutions nouvelles sur le logement, la santé, les transports, l'éducation et la culture. De même, elle doit proposer de nouveaux droits pour les habitants, les usagers et les salariés ainsi que de nouvelles formes de démocratie.

Ces résultats vont donner de la force à une gauche combative sur lesquelles toutes celles et tous ceux qui luttent contre la politique de gouvernement vont pouvoir compter dans les combats engagés et à venir et qu'il faudra amplifier dans les semaines et les mois qui viennent. Dans la poursuite de la dynamique ouverte par le Front de gauche, les élus communistes sont déterminés à œuvrer dans cette direction pour construire un espoir à gauche qui porte loin.

Hubert Wulfranc, Joachim Moysse,
Francine Goyer, Michel Rodriguez,
Fabienne Burel, Jérôme Gosselin,
Marie-Agnès Lallier, Pascale Mirey,
Josiane Romero, Francis Schilliger,
Robert Hais, Najia Atif,
Murielle Renaux, Houria Soltane,
Daniel Vezie, Vanessa Ridel,
Malika Amari, Pascal Le Cousin,
Didier Quint, Serge Zazzali.

Élus socialistes et républicains

Près de trente ans après les grandes lois de décentralisation initiées par la gauche, le gouvernement a décidé de procéder à une vaste recentralisation et à une régression territoriale.

Recentralisation, puisque la suppression de la taxe professionnelle prive les départements et les régions d'une grande partie de leur autonomie financière.

Le gouvernement creuse chaque jour le déficit et la dette, et veut reporter sa responsabilité sur des collectivités territoriales meilleures gestionnaires que lui.

Régression, puisque sous couvert d'un argument démagogique et malsain sur le coût des élus, la création du conseiller territorial signifierait moins de proximité dans les départements et moins de temps consacré aux politiques d'avenir au niveau régional.

Le mode de scrutin retenu pour ce nouvel élu serait un grave recul pour la démocratie et pour la parité : il a pour seul but de permettre à la droite de remporter les futures élections.

Le gouvernement souhaite faire adopter son mauvais projet avant l'été, c'est pourquoi le 27 mars, à Paris, les élus socialistes se mobiliseront pour la défense de nos territoires, et diront non à cette recentralisation et à cette régression territoriale.

Rémy Orange, Patrick Morisse,
Danièle Auzou, David Fontaine,
Daniel Launay, Thérèse-Marie Ramarison,
Catherine Depitre, Philippe Schapman,
Dominique Grevrard, Catherine Olivier,
Béatrice Aoune-Sougrati.

Élus UMP, divers droite

Suite aux résultats des élections régionales du 14 mars, les élus UMP de Saint-Étienne-du-Rouvray remercient les électeurs qui ont porté leur voix sur la liste de notre représentant en Haute-Normandie Bruno Lemaire, ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Malgré une invitation pressante des partis de gauche à voter, l'abstention une nouvelle fois s'est arrogée la première place avec 57 % de non-votants avec en prime la réapparition de Front national qui devance les Verts et le Front de gauche qui seront privés de 2^e tour le 21 mars. Il n'y a pas de quoi pavoiser ni d'un côté ni de l'autre c'est la classe politique qui est renvoyée dans ses murs, pour n'avoir pas su transmettre un message de responsabilité, d'humilité, surtout en temps de crise que personne n'a jamais désiré. Nous sommes tous dans le

même bateau qu'il faut faire avancer en évitant d'enrayer les rouages. Les Régions doivent relayer l'action de l'État afin que les citoyens en ressentent les effets. La France change il faut changer les régions mais le 2^e tour arrive et sa valse des tractations entre les frères ennemis PS et Verts se met en marche pour glaner quelques strapons et renier ses convictions au désespoir de nos concitoyens.

Serge Cros,
Louïsette Patenere,
Gérard Vittet.

Élue Droits de cité, 100 % à gauche

Quelle bonne raclée électorale pour Sarkozy, le gouvernement et la droite ! Une raclée méritée, en récompense de tous les mauvais coups qu'ils nous ont portés depuis trois ans. Une raclée nécessaire, pour leur faire comprendre qu'il y en a assez de leur arrogance et de leur politique de régression sociale. Après les avoir sonnés dans les élections, c'est sur le terrain social qu'il faut les mettre KO ! Après une bonne gauche dans les urnes, une bonne gauche dans les mobilisations !

Ce n'est pas en attendant une hypothétique alternance en 2012 pour les présidentielles qu'on défendra nos retraites. C'est maintenant qu'ils vont poursuivre leurs attaques. C'est maintenant qu'il nous faut défendre notre emploi, notre pouvoir d'achat, nos services publics, nos libertés.

Notre réponse, c'est notre mobilisation dans l'unité pour avancer vers un véritable front populaire. C'est la construction, de la base au sommet, d'une gauche de gauche, unitaire et pluraliste. Une gauche de combat qui s'engage dans la rupture avec la loi du profit. Satisfaction des besoins de la population et non des appétits voraces des banques et des capitalistes. Déterminés et unis, oui, nous pouvons gagner car nous sommes le nombre et la force !

Michelle Ernis.

Les grandes pages des luttes sociales

L'Institut d'histoire sociale de la CGT 76 présente le 30 mars son nouveau livre, *Haute-Normandie Pages d'histoire sociale*. Une plongée dans les luttes salariales à travers les souvenirs de syndicalistes.

« **Q**uand on a une histoire comme la nôtre, il faut la raconter, assure tranquillement Raymonde Flandre, ancienne responsable syndicale à EDF-Rouen. *Exprimer ses revendications, cela apporte à soi, aux autres, une forme de liberté, une prise de conscience.* » Avec une quarantaine d'autres figures de la CGT haut-normande, elle évoque son parcours syndical dans *Pages d'histoire sociale*, une publication de l'Institut d'histoire sociale (IHS) de la CGT.

« *Nous voulions mettre en avant ceux et celles qui ont développé l'activité syndicale, qui ont fait un peu l'histoire sociale, chacun à leur manière,* explique Jacques Defortescu, un des responsables de l'IHS. *Ce n'est pas un livre militant, mais sur les militants, ceux dont on parle peu ou qu'on caricature.* »

Après deux importantes publications consacrées aux grèves de 1936 et à celles de 1968, ce livre, accompagné d'un CD, invite donc à la rencontre avec des hommes et des femmes venus d'horizons, de métiers, différents : enseignant, docker, cheminot, comptable, tourneur, chimiste, papetier... que la vie, et le caractère, ont poussé dans la lutte pour défendre l'emploi des copains, gagner de meilleures conditions de vie ou faire respecter la dignité au travail.

Ces petits acquis devenus des modes de vie

Sa première lutte de salariée chez EDF fut pour changer les blouses, raconte Raymonde Flandre. « *Elles étaient moches comme tout.* » À la fin des années

1950, après trois mois de délégations répétées, elles gagnèrent aussi le droit de ne plus travailler le samedi matin : « *d'abord les femmes qui avaient des enfants, puis après toutes les femmes, puis cela a été pour tout le monde.* »

Dans toutes les pages figurent des exemples de ces « petits » acquis devenus aujourd'hui mode de vie.

Gilles Maufroid, qui fut tourneur, responsable syndical à la Sagem, et à l'union locale CGT de Saint-Étienne-du-Rouvray,

se défend d'être un exemple. « *C'est une démarche historique, vivante et fraternelle pour dire aux autres générations notre vécu, et nos erreurs aussi. Ce livre n'est pas à prendre comme un enseignement, mais comme une découverte. En espérant donner envie, et donner l'idée qu'il y a toujours quelque chose à faire.* »

À travers ces portraits, le livre fait aussi revivre la force et la diversité économique de la région. Beaucoup d'entreprises évoquées ont disparu : Chantiers navals du Trait, Compagnie française d'entreprises métalliques, Ateliers et chantiers de la Manche, ACH. Mais elles ont marqué le territoire et les mémoires.

Le 30 mars, la soirée de présentation organisée à l'espace Georges-Déziré permettra de revenir sur ces témoignages, avec Jacques Defortescu et Antoine Fislewicz, le journaliste qui a mené les entretiens, et sans doute de poursuivre la discussion sur l'engagement syndical et les luttes d'aujourd'hui. Participeront à cette soirée Gilles Maufroid, Raymonde Flandre mais aussi André Babin, qui fut secrétaire régional CGT des cheminots, et Jacques Girard qui anima longtemps le syndicat CGT des cadres à la mairie de Saint-Étienne-du-Rouvray. ♦



Le livre rappelle aussi que nombre d'entreprises ont marqué le territoire, même lorsqu'elles ont disparu. Ici, les luttes de 1983 à la Chapelle Darblay.

La mémoire salariale

La Seine-Maritime est un des rares départements où la CGT s'est dotée d'un Institut d'histoire sociale, depuis douze ans. Grâce à des militants passionnés, actifs à préserver les archives syndicales, il contribue à vulgariser l'histoire du mouvement social auprès des chercheurs, des historiens mais aussi des militants. Il édite trois fois par an *Le fil rouge*, une revue qui traite de sujets aussi divers que les prud'hommes en Seine inférieure, les acquis de 68, l'entreprise Cellophane, la nationalisation des chemins de fer et, dans le dernier numéro, la casse des machines comme un aspect des luttes dans l'industrie depuis le XVIII^e siècle. *Le Fil rouge* est consultable dans les bibliothèques municipales.

• Institut d'histoire sociale, 26 avenue Jean-Rondeaux, 76100 Rouen.

■ RENCONTRE AUTOUR DU LIVRE

• Mardi 30 mars à 18 heures, espace Georges-Déziré, 271 rue de Paris.

Entrée gratuite, renseignements à la bibliothèque Elsa-Triolet : 02 32 95 83 68. Le Mobilo'bus y emmène les personnes à mobilité réduite, 02 32 95 83 94.



... Action culturelle

Premières au théâtre

Avec « Théâtre pour tous », le Rive Gauche et le service municipal de développement social accompagnent des Stéphanois qui ne fréquentent jamais le centre culturel.

Chantal fait la moue. Le rideau vient de tomber sur la scène du Rive Gauche et elle n'a pas été convaincue par *Bab et Sane*, la pièce qu'elle vient de voir. « *En fait, le sujet ne m'a pas intéressée. C'était de l'actualité et moi je préfère aller au théâtre pour le rêve, pour voir des choses imaginaires... Mais ce n'est pas grave, je reviendrai pour un autre spectacle.* » Accompagnée de ses trois filles, cette maman a poussé la porte du théâtre avec un groupe d'une dizaine de personnes, dans le cadre de l'action Théâtre pour tous.

Cela fait maintenant deux saisons que les équipes du Rive Gauche et du service de

développement social s'associent pour offrir, régulièrement, un accès direct à un spectacle programmé. Le choix des dates se fait en concertation, mais tente aussi de proposer une palette diversifiée des genres à l'affiche : théâtre clownesque avec *Les clowns*, théâtre contemporain avec *Bab et Sane*, fantaisie musicale familiale avec *Il trio improbable* ou encore humour musical au piano avec Fabrice Eulry. « *Notre objectif est vraiment d'ouvrir les portes du Rive Gauche à des habitants qui n'y viendraient pas spontanément,* explique Pierre Creusé, agent de développement social. *Les freins sont*

souvent les mêmes. Il y a des questions financières, mais aussi des difficultés d'organisation pour la garde des enfants, l'absence de moyens de transport le soir, ou de vraies appréhensions... »

À l'issue de la représentation, un échange est engagé entre les personnes du groupe Théâtre pour tous et les accompagnateurs, et parfois les artistes. On confronte les points de vue, on lève des incompréhensions et on développe son sens critique. « *C'est l'occasion de tenter des choses, de ne pas avoir peur de l'inconnu,* résume Mohamed. *Je conseille à tous les jeunes d'aller au théâtre, franchement, c'est pas ce qu'on croit.* » ♦

Musique

Concert à la russe

2010 est l'année de la Russie en France, c'est aussi l'année de la France en Russie. Pour saluer l'événement, les professeurs du conservatoire donneront en concert le 1^{er} avril des œuvres de divers auteurs russes, Stravinski, Prokofiev, Glinka, Glazounov, Rimski-Korsakov,

Glière. « *Des œuvres rarement jouées par le conservatoire,* », souligne sa directrice, Martine Becuwe. Ce concert d'une heure rassemble Marie-Laure Lavoué au chant, Nadia Tanguy à la clarinette, David Doessant au piano, Gwenaëlle Menguy au violon, Thierry Feugeas au violoncelle, Anne Delcroix au

violon alto, Cécile Frontier à la harpe, tous professeurs. Ils sont accompagnés de Vladimir Legros, élève premier violon. ♦

• **Concert jeudi 1^{er} avril, à 20 heures, église Saint-Étienne. Entrée libre.**

DiversCité

Concert ... 27 mars SOIRÉE MUSIQUE ANCIENNE

Marouan Mankar, professeur de clavecin au conservatoire, a concocté une soirée musique ancienne, mêlant *commedia dell'arte*, musique, chant, théâtre avec des élèves des professeurs et des membres du Mystère bouffe de Paris. **Espace Georges-Déziré. Gratuit, sur réservation au 02 35 02 76 89.**

Spectacle jeune public ...

31 mars PLANCHES ET STRAPONTINS

La vie trépidante d'un théâtre en miniature, ses coulisses encombrées et ses personnages manipulés à vue par une comédienne. Pour les enfants dès 5 ans, par le Théâtre de l'Écume.

Le Rive Gauche à 14 h 30 et 16 heures.

Billetterie : 02 32 91 94 94.



Conférence ... 6 avril LES IMPRESSIONNISTES ET LA SCIENCE DE LA COULEUR

Les peintres impressionnistes seraient restés indifférents à ce que la science de leur temps pouvait leur apporter. Se fiant à leur œil, ils se seraient contentés de peindre ce qu'ils voyaient. Georges Roque, directeur de recherches en histoire de l'art au CNRS revient sur l'organisation de leur perception visuelle. Une conférence proposée dans le cadre du festival Normandie impressionniste. **Insa, avenue de l'Université, à 15 heures. Entrée gratuite. Dans le cadre de Normandie impressionniste. Renseignements : culture@insa-rouen.fr**

MAIS AUSSI...

Les animaux de la forêt, exposition à la Maison des forêts les 27 et 28 mars; samedi de 14 heures à 17 h 30 et dimanche de 10 heures à 17 h 30. Maison des forêts; chemin des Cateliers.

L'Heure du conte, mercredi 7 avril. Emmenez vos enfants de 3 à 7 ans écouter de belles histoires. Bibliothèque Elsa-Triolet à 15 h 30. Entrée gratuite. Renseignements au 02 32 95 83 68.

Tels qu'en eux-mêmes, exposition photographique de Loïc Seron jusqu'au 1^{er} avril, au Rive Gauche.

Le handicap sans préjugés : deux expositions au centre Georges-Déziré, du 2 au 23 avril. Vernissage ouvert à tous vendredi 2 avril à 18 heures au centre Déziré.

7 ailleurs, à Déziré et à la piscine Marcel-Parzou.

Un certain regard, à Déziré.

• **Les personnes à mobilité réduite peuvent se rendre aux manifestations culturelles grâce au Mobilo'bus, moyen de transport leur étant réservé. Renseignez-vous au 02 32 95 83 94.**

Votre LEADER PRICE
vous accueille avenue Felling à SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY
du lundi au samedi de 9h15 à 19h30.



le goût de vivre moins cher



COIFF EXPRESS

La coiffure à prix canon

2 salons pour vous servir Coiffure Homme - Femme - Enfant

161 avenue Jean Jaurès
76140 LE PETIT QUEVILLY
Tél. : 02 35 03 94 43

Couleur + soin + brushing 30€

Balayage + soin + brushing 35€

24 rue Lazare Carnot
76800 SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY
Tél. : 02 35 32 80 25

Permanente + soin + brushing 45€

Mèches blondes + soin + brushing 45€

OUVERT DU LUNDI APRÈS-MIDI AU SAMEDI AVEC ET SANS RDV
DEVIS GRATUIT SUR DEMANDE

Boutique Prêt-à-porter Femme
accessoires et chaussures



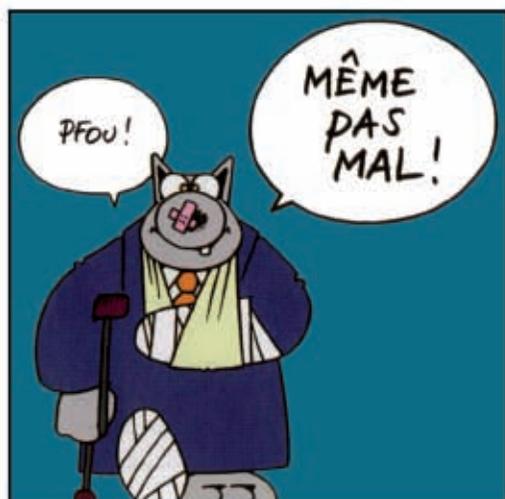
mOUNES 

La mode près de chez soi

Des produits tendances
An'ge, Jus d'orange, etc.
Conseil en image 

19 rue Léon Gambetta - 76800 St Etienne du Rouvray
Tél. : 09 53 80 06 83 (Pratique le parking de l'Eglise)

**Nouvelle
Assurance Santé MMA**



MICHEL VANDENHAUTE

26, rue Lazare-Carnot - Saint Etienne du Rouvray

02 35 65 08 88

Email : cabinet.vandenhautem@mma.fr



C'EST LE BONHEUR ASSURÉ!

N° ORIAS 07008590

www.mma.fr



**Travaux de voirie, réseaux divers,
assainissement,
construction de plates-formes
industrielles, logistique**

Agence de Seine-Maritime
4, rue du Champ des Bruyères
76800 Saint-Etienne du Rouvray
Tél. 02 32 91 70 70
Fax 02 35 66 36 43

Formation

Investissements bénévoles

La question de la formation est cruciale dans les associations sportives. Si tout repose sur le bénévolat, on ne donne pas de cours sans avoir un diplôme, on ne gère pas un club sans connaître la comptabilité.

Deux adhérents, deux ceintures noires, du club d'aïkibudo-kobudo (Asak) ont passé leur monitorat et peuvent maintenant encadrer les cours. « Passer de deux à quatre professeurs est enrichissant pour le club », souligne un des responsables. Même effort au club de full-contact où, avec trois autres sportifs, Grégory Madelaine s'est investi cette année pour passer moniteur. « Cela prend du temps, des week-ends, moi qui suis intermittent du spectacle, ce n'était pas facile, reconnaît-il, mais le club mérite d'être aidé. »

Trois week-ends, suivis d'une semaine de stage à la fédération sont nécessaires pour devenir moniteur assistant puis moniteur, la formation est valable deux ans. Le coût, 200 €, est pris en charge à 50 % par la Ligue de Normandie. Le solde est payé par le club... ou l'adhérent lui-même. Certains petits clubs ont rarement les moyens de payer ces dépenses. « Bénévole et payeur, c'est souvent comme ça, remarque Grégory Madelaine. Mais à plusieurs moniteurs, on va pouvoir tourner. On vient d'horizons différents, cela va diversifier l'approche du sport. »

Dans le cas du full-contact, la Ville apportera également son soutien financier, ce qui devrait réduire la facture.



Les bénévoles du club jouent un rôle essentiel. Ici, lors du championnat de France de Full-contact organisé par le club local.

« Cela fait partie de notre souhait de mieux répondre aux problèmes des associations et du bénévolat, rappelle Michel Rodriguez, maire adjoint en charge des sports. Nous voulions concrètement aider la vie des clubs, faire qu'un bénévole se sente mieux dans ses tâches. » D'ailleurs chaque année, en début de saison, la Ville adresse un courrier aux dirigeants de clubs pour qu'ils fassent part de leur demande et pouvoir ainsi les soutenir financièrement dans leur démarche de qualification des bénévoles.

Il peut s'agir de formations sportives ou administratives notamment pour les dirigeants, comptabilité ou suivi

de la législation par exemple. Le Comité départemental olympique et sportif de la Seine-Maritime organise régulièrement des stages sur ces sujets.

SE FORMER EST TOUJOURS ENRICHISSANT

Mais il peut être utile aussi de se former aux premiers secours, comme cela s'est fait pour plusieurs bénévoles du Club gymnique stéphanois. « Nous sommes obligés d'avoir des secouristes lors des compétitions, explique la présidente, Corinne Marais. D'avoir 6 ou 7 bénévoles diplômés nous facilite la tâche, et c'est intéressant à titre

personnel. » Devenir juge ou arbitre est aussi une façon pour de nombreux amateurs, jeunes, parents, anciens de s'engager ou de continuer d'être actif au sein d'un club. « On peut aimer le foot, mais ne pas être un bon sportif. Cela n'empêche pas d'avoir envie de s'investir », estime Maryvonne Collin, responsable du service des sports. L'avis est partagé par Corinne Marais. En gymnastique, la carrière sportive se finit tôt : « Il y a un âge où il n'y a plus de progrès, où l'envie d'arrêter est renforcée par l'entrée au lycée... Devenir juge permet de continuer à participer à la vie des compétitions et du club. » ♦

À VOS MARQUES

Volley-ball

L'équipe réserve de l'ASVB76 est en demi-finale de son championnat et vise la montée en régionale 1. La finale, contre Isneauville, se jouera vendredi 2 avril à 21 heures, au gymnase Ampère. Le club attend un public nombreux.

Trois titres au club de full-contact

Le club Stéphanois de full-contact présentait aux récents championnats de France à Caen trois jeunes qui ont fait de beaux parcours en semi-contact. Le club rentre avec deux titres de champion pour Christopher Roussette en poussin - 42 kg et Amar Daoudi en minime - 48 kg, enfin dans la même catégorie, Damien Roussette a terminé 3^e.

Piscine : arrêt technique

La piscine Marcel-Porzou sera fermée pour entretien du dimanche 4 avril au vendredi 9 avril (réouverture à 14 heures).

8^e course de la passerelle

Le Running club stéphanois et le CMS Oissel préparent la 8^e course de la passerelle, entre Oissel et Saint-Étienne-du-Rouvray. Vous pouvez d'ores et déjà télécharger sur le site de la ville le bulletin d'inscription pour cette édition programmée dimanche 23 mai. Renseignements : 02 35 64 78 04 ou 02 35 69 01 47.

Toujours plus loin

Les deux fondus de courses à pied, Yves Teynié et Robert Garito ont rechaussé leurs baskets pour une nouvelle saison. Tous deux s'aligneront en avril au Radicatrail, un trail de 54 km entre Tancarville et Lillebonne. Sont prévus ensuite pour Robert Garito, le championnat de France FSGT à Caudebec en juillet, puis un petit 50 km en août avec la course des Étangs de Sologne. Yves Teynié compte s'aligner fin août au départ du Grand raid des Pyrénées, un ultratrail de 160 km.

Tous les printemps de Flore

Flore Deschamps est peut-être bien la doyenne des Stéphanois. À 102 ans, elle conserve l'esprit vif et la mémoire intacte. Ses secrets ? Un caractère bien trempé et l'amour de sa famille.



Ceux qui la connaissent l'appellent Mamie Flore. Elle tient à son petit nom alors que l'administration s'obstine à l'appeler par son autre prénom, Louise. « C'est pourtant gentil Flore Deschamps », considère-t-elle l'œil malicieux. Flore Deschamps a du caractère, elle pense d'ailleurs qu'elle lui doit sa longévité. « Je n'aime pas qu'on me résiste, quand je veux quelque chose, j'essaye de le faire d'une façon ou d'une autre. »

Elle compte aujourd'hui 102 ans, les gestes toujours vifs, la permanente impeccable. Elle fait elle-même ses repas, sa lessive. « J'ai des aides pour la toilette, le ménage, le repassage. Une équipe épatante ! » Elle fuit toute idée de maison de retraite, « quand on dépend des autres, c'est si triste... » Dans son salon, pas de télévision en évidence, elle préfère lire ou tricoter, mais s'intéresse à internet : « C'est l'avenir, comme le téléphone, juge-t-elle, et ça va aller encore plus vite. » Elle a beaucoup aimé voyager et les photos qu'elle a faites en Corse et ailleurs décorent ses murs. « J'aime voir, si j'avais eu des sous... », lâche-t-elle en rêvant.

Sa famille l'entoure de toute son affection. Elle est nombreuse et Mamie Flore met un temps à récapituler : 7 enfants, 5 filles et deux garçons, 12 petits-enfants, autant d'arrière-petits-enfants, 9 arrière-arrière-petits-enfants, et le 10^e qui va arriver bientôt. Elle a toujours été là pour les garder, elle en est heureuse, et toujours réchauffée par l'amour qu'ils lui portent. « J'ai misé sur les enfants », précise-t-elle simplement.

Flore Deschamps, elle, est fille unique et orpheline de mère. En juillet 1914, son père, garde champêtre, l'envoyait dans l'Aisne chez sa grand-mère. « Le mois d'après, les Allemands étaient là ! » Elle y a connu le froid et la faim, et y a été privée d'école, son grand regret.

« J'ai appris en lisant, mais je n'avais pas les règles, les verbes... » Après guerre, son père projette de la placer comme bonne... « On sait ce que c'est, je ne voulais pas, j'ai préféré aller chez les sœurs. » Elle y reste jusqu'à 18 ans. Elle devient quand même bonne, à Reims, puis à Rouen où elle rencontre Alphonse Deschamps, en 1929.

« J'ai misé sur les enfants »

Le couple ouvre une cordonnerie rue Gambetta, elle se souvient de « tous les cartables, les chaussures à recoudre en septembre, avant la rentrée scolaire... C'était un autre temps. » Avec la guerre de 39/45, le métier devient difficile, le cuir est rare, les clous aussi. Elle vit l'exode, les rationnements, les bombardements : « Ça tombait sur la gare et plus souvent à côté, pas étonnant qu'ils trouvent encore des bombes... »

Après guerre, la cordonnerie n'étant décidément plus rentable, son mari entre à la Sagem, ils doivent quitter leur maison et obtiennent un appartement à Hartmann, une cité toute neuve, le 1^{er} décembre 1962. « La rue de Bourgogne venait d'être construite et on commençait à mettre l'électricité dans le quartier. »

Elle regrette la convivialité des débuts. « La voiture a changé bien des choses. Avant on se voyait en emmenant les enfants à l'école, on parlait dehors. On partageait nos soucis, nos potins, il y avait une certaine amitié. » Elle raconte un peu de cette vie dans *On appelle ça de l'humanité, Mémoire du quartier Hartmann*, le livre publié l'an dernier par la Ville et Art-Scène. ♦